

Le budget

Au cours de la dernière année, nous avons discuté avec beaucoup de Canadiens des mesures que devrait contenir le budget fédéral de 1992-1993. Ces gens de tous les milieux nous ont dit que, premièrement, ils veulent des solutions réalistes et durables aux problèmes économiques du Canada et non le genre de panacées que nous avons déjà essayées, sans succès.

Ils veulent que nous réduisions le déficit. Ils veulent que nous mettions fin au gaspillage et que nous rationalisions les services gouvernementaux. Ils veulent que nous préparions mieux nos jeunes et notre main-d'oeuvre à soutenir la concurrence dans cette nouvelle économie mondiale. Ils veulent que nous soyons sensibles et généreux dans nos programmes sociaux, particulièrement pour ce qui est de protéger les plus pauvres et les plus nécessiteux.

Le gouvernement a écouté et a pris les mesures qui s'imposaient en cette période difficile que nous traversons.

Dans ce budget, nous réduirons sensiblement le déficit. Nous limiterons les dépenses. Nous diminuerons les impôts. Les 14 millions de contribuables canadiens, dont 1,5 million dans ma région, paieront moins d'impôts cette année.

Nous restructurerons et rationaliserons les services gouvernementaux. Nous favoriserons davantage la recherche et le développement dans nos industries. Nous réduirons le fardeau fiscal du secteur de la fabrication et de la transformation. Nous donnerons une aide accrue aux petites entreprises.

Nous rationaliserons et améliorerons l'aide aux familles et aux enfants et mettrons sur pied un régime d'accès à la propriété qui permettra aux Canadiens de se servir de leur REER pour construire ou acheter une maison. Nous aiderons davantage les Canadiens handicapés et offrirons une aide fiscale additionnelle aux étudiants.

C'est ce que les Canadiens ont demandé lorsque nous les avons consultés. Ils nous ont dit ce qu'ils voulaient, nous les avons écoutés et nous avons pris les mesures nécessaires.

Ce budget est le genre de budget dont le Canada a besoin en cette période difficile. Je l'appuie et je prie instamment tous les députés de la Chambre de faire de même.

Le président suppléant (M. Paproski): Je rappelle que les deux intervenants, soit le ministre des Anciens combattants et le député de Manicouagan, parleront pendant

10 minutes. Cinq minutes seront ensuite réservées aux questions et aux observations.

M. David Kilgour (Edmonton-Sud-Est): Monsieur le Président, je me demande si le ministre peut répondre à une question. Le gouvernement dissout certains organismes ou réduit leur nombre.

Prenons l'exemple du Conseil économique du Canada. Le gouvernement croit-il vraiment que sa dissolution est une mesure d'intérêt public saine alors que notre économie est en énorme difficulté, en grande partie à cause des orientations du gouvernement?

Je vais essayer de m'expliquer simplement. Un ami qui a six enfants m'a dit l'autre jour que le gouvernement a ruiné nos exportations de ressources naturelles avec un dollar surévalué et des taux d'intérêt jusqu'à récemment élevés.

Le gouvernement dépense mensuellement quelque 300 000 onces d'or de la Banque du Canada pour essayer de maintenir le dollar au-dessus de la barre des 84 cents et pour tenter de faire croire aux Canadiens qu'il a réduit le déficit, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Le gouvernement a dépensé annuellement quelque 30 milliards de dollars durant six ou sept bonnes années.

D'après un vieux dicton, personne ne s'est jamais ruiné en sous-estimant l'intelligence des Américains. À mon avis, le ministre et le gouvernement traitent les Canadiens comme s'ils étaient de parfaits ignorants en matière d'économie.

Le ministre peut-il nous donner des réponses intelligentes à ces questions?

M. Merrithew: Depuis maintenant sept ans, le gouvernement essaie d'éliminer les chevauchements dans les services administratifs afin de réduire les dépenses et d'économiser l'argent des contribuables. C'est ce que les Canadiens ont réclamé et c'est ce que nous faisons depuis un certain temps déjà. La majorité des Canadiens approuvent ce choix.

Dans le dernier budget, nous avons dit que nous pouvions réduire ou fusionner 46 organismes, conseils et commissions du gouvernement, services qui coûtent tous très cher aux contribuables. Certains ne sont peut-être pas convaincus que ces décisions sont judicieuses.

En ce qui me concerne, mon ministère a aboli l'Office d'établissement agricole des anciens combattants pour la simple raison que celui-ci n'a pas accordé de nouveaux prêts ou hypothèques à des anciens combattants depuis 1977. Au cours des trois ou quatre dernières années, nous avons déjà réduit ce service de 80 p. 100.